
Fiches

Données internationales



Avertissement

Les données chiffrées sont parfois arrondies, en général au plus près de leurs valeurs réelles.

Le résultat arrondi d'une combinaison de chiffres (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut être légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les sites internet www.insee.fr, <http://dares.travail-emploi.gouv.fr/dares-etudes-et-statistiques/> et <http://ec.europa.eu/eurostat/home> pour les données internationales mettent en ligne des actualisations pour les chiffres essentiels.

Signes conventionnels utilisés

...	Résultat non disponible
///	Absence de résultat due à la nature des choses
p	Résultat provisoire
n.s.	Résultat non significatif
€	Euro
M	Million
Md	Milliard
Réf.	Référence

6.1 Emploi et chômage en Europe

En moyenne en 2017, 67,7 % des habitants de l'Union européenne (UE) âgés de 15 à 64 ans sont en emploi. Ce **taux d'emploi** augmente de 1,0 point par rapport à 2016, comme l'année précédente. Il dépasse ainsi de 2 points le niveau mesuré avant la crise économique de 2008-2009 (65,7 % en 2008). En 2017, le taux d'emploi varie de 53,5 % en Grèce à 76,9 % en Suède ; il est de 64,7 % en France.

Dans l'ensemble de l'UE, le taux d'emploi des hommes (73,0 %) est supérieur à celui des femmes (62,5 %). Cet écart, qui s'est réduit au fil du temps, est stable depuis 2014 (10,5 points). Il varie fortement selon les pays : il est supérieur à la moyenne européenne dans les pays de l'est et du sud de l'Europe, et inférieur dans les pays nordiques, en France (7,2 points) et en Allemagne (7,4 points).

En 2017, le taux d'emploi des jeunes de l'UE (15-24 ans) atteint 34,7 %. Il progresse graduellement : + 0,8 point en 2017, après + 0,7 point en 2016 et + 0,6 point en 2015, tout en restant en deçà de 2008 (37,4 %). Le taux d'emploi des jeunes a diminué entre 2008 et 2017 dans la plupart des pays, cette baisse étant particulièrement forte en Irlande (- 17,1 points), en Espagne (- 15,5 points), à Chypre (- 10,5 points) et au Danemark (- 10,1 points). Les disparités entre pays sont fortes : le taux d'emploi des jeunes est inférieur à 20 % en Grèce et en Italie, alors qu'il dépasse 50 % au Royaume-Uni, en Autriche, au Danemark et aux Pays-Bas. En France, il atteint 28,7 % en 2017. Ces écarts reflètent des différences de durée de scolarité, de cumul emploi-études (dont l'apprentissage), mais aussi des difficultés d'insertion des jeunes plus ou moins marquées sur le marché du travail. En 2017, le taux d'emploi des 55-64 ans s'établit à 57,1 % dans l'ensemble de l'UE ; il dépasse 70 % en Allemagne et en Suède mais il est inférieur à la moyenne européenne en France (51,3 %).

En 2017, le taux d'emploi des personnes de 20 à 64 ans de l'ensemble de l'UE s'établit à

72,2 %, 2,8 points en dessous de l'objectif défini par la stratégie « Europe 2020 », visant à atteindre 75 % d'ici 2020. Neuf pays ont un taux d'emploi des 20-64 ans supérieur à cet objectif en 2017, dont la Suède, l'Allemagne et le Royaume-Uni. En France, le taux d'emploi des 20-64 ans est de 70,6 % en 2017.

Au sein de l'UE, près d'une personne sur cinq travaille à temps partiel (19,4 % en 2017). Cette part est stable depuis 2013, après avoir augmenté de 0,4 point par an en moyenne entre 2008 et 2013. Le temps partiel concerne plus fréquemment les femmes (31,7 %) que les hommes (8,8 %). En France, ce taux est de 18,2 % en 2017, légèrement inférieur à la moyenne ; en Allemagne (26,9 %), et surtout aux Pays-Bas (49,8 %), il est nettement supérieur.

En 2017, 12,2 % des actifs occupés de l'UE sont en **emploi à durée limitée**. Le recours aux contrats temporaires est peu fréquent en Roumanie ou dans les pays baltes (moins de 3 % des personnes en emploi). Il concerne en revanche davantage qu'en moyenne les emplois français (14,9 %), et plus d'un actif occupé sur cinq en Espagne et en Pologne.

En 2017, le **taux de chômage** des 15-74 ans de l'ensemble de l'UE s'établit à 7,6 %. Il diminue de 1,0 point en 2017, après avoir déjà baissé de 0,8 point en 2015 puis en 2016. Le taux de chômage se rapproche de son niveau de 2008 (7,0 %). Dans neuf pays, dont l'Allemagne et le Royaume-Uni, le taux de chômage mesuré en 2017 est inférieur à son niveau de 2008. En France, il atteint 9,4 % en 2017 : c'est 0,7 point de moins qu'en 2016, mais 2,0 points de plus qu'en 2008. Après avoir nettement augmenté entre 2008 et 2013, le taux de chômage diminue depuis quatre ans en Grèce (- 6,0 points à 21,5 %) et en Espagne (- 8,9 points à 17,2 %), mais y demeure plus important qu'en 2008. Le taux de chômage des jeunes de 15 à 24 ans est également très élevé dans ces deux pays (43,7 % en Grèce et 38,6 % en Espagne), alors qu'il est le plus faible en Allemagne (6,8 %). ■

Définitions

Taux d'emploi, emploi à durée limitée, taux de chômage : voir annexe *Glossaire*.

Pour en savoir plus

- "Europe in figures – Eurostat yearbook 2017", *Livres statistiques*, Eurostat.
- Voir tableaux Eurostat sur le site ec.europa.eu.

Emploi et chômage en Europe 6.1

1. Taux d'emploi, de chômage et indicateurs sur l'emploi en 2017

en %

	Taux d'emploi					Part des personnes en emploi à temps partiel	Part de l'emploi à durée limitée ¹	Taux de chômage		
	15-64 ans		15-24 ans	55-64 ans	20-64 ans			15-24 ans	15-74 ans	
	Ensemble	Femmes	Hommes							
Allemagne	75,2	71,5	78,9	46,5	70,1	79,2	26,9	11,7	6,8	3,8
Autriche	72,2	68,2	76,2	50,6	51,3	75,4	27,9	8,1	9,8	5,5
Belgique	63,1	58,7	67,5	22,7	48,3	68,5	24,5	9,0	19,3	7,1
Bulgarie	66,9	63,1	70,6	22,9	58,2	71,3	2,2	3,9	12,9	6,2
Chypre	65,4	61,3	69,8	27,5	55,3	70,7	12,3	13,5	24,7	11,1
Croatie	58,9	54,0	63,8	25,9	40,3	63,6	4,8	18,2	27,0	11,1
Danemark	74,2	71,5	76,9	56,3	68,9	76,9	25,3	11,9	11,0	5,7
Espagne	61,1	55,7	66,5	20,5	50,5	65,5	14,9	22,4	38,6	17,2
Estonie	74,1	70,9	77,4	40,5	68,1	78,7	9,5	2,8	12,1	5,8
Finlande	70,0	68,5	71,4	42,5	62,5	74,2	15,0	13,9	20,1	8,6
France	64,7	61,2	68,4	28,7	51,3	70,6	18,2	14,9	22,3	9,4
Grèce	53,5	44,4	62,7	14,1	38,3	57,8	9,7	7,6	43,7	21,5
Hongrie	68,2	61,3	75,2	29,0	51,7	73,3	4,3	7,9	10,7	4,2
Irlande	67,7	62,4	73,0	40,0	58,6	73,0	20,4	7,8	14,5	6,7
Italie	58,0	48,9	67,1	17,1	52,2	62,3	18,5	12,1	34,7	11,2
Lettonie	70,1	68,4	71,9	33,0	62,3	74,8	7,7	2,6	17,0	8,7
Lituanie	70,4	70,2	70,6	30,4	66,1	76,0	7,6	1,5	13,3	7,1
Luxembourg	66,3	62,5	69,9	25,8	39,8	71,5	19,5	8,1	15,3	5,6
Malte	67,6	55,0	79,6	47,2	45,3	71,4	13,2	4,9	10,4	4,0
Pays-Bas	75,8	71,3	80,4	62,3	65,7	78,0	49,8	18,1	8,9	4,9
Pologne	66,1	59,5	72,8	29,6	48,3	70,9	6,6	20,9	14,8	4,9
Portugal	67,8	64,8	71,1	25,9	56,2	73,4	8,9	19,0	23,8	9,0
Rép. tchèque	73,6	66,2	80,9	29,1	62,1	78,5	6,2	8,0	7,9	2,9
Roumanie	63,9	55,8	71,8	24,5	44,5	68,8	6,8	0,9	18,3	4,9
Royaume-Uni	74,1	69,7	78,6	50,7	64,1	78,2	24,8	4,8	12,1	4,4
Slovaquie	66,2	60,3	72,0	26,9	53,0	71,1	5,8	8,0	18,9	8,1
Slovénie	69,3	65,8	72,5	34,7	42,7	73,4	10,3	15,2	11,2	6,6
Suède	76,9	75,4	78,3	44,9	76,4	81,8	23,3	14,7	17,8	6,7
Zone euro	66,5	61,3	71,6	32,4	57,2	71,0	21,6	13,7	18,8	9,1
UE	67,7	62,5	73,0	34,7	57,1	72,2	19,4	12,2	16,8	7,6

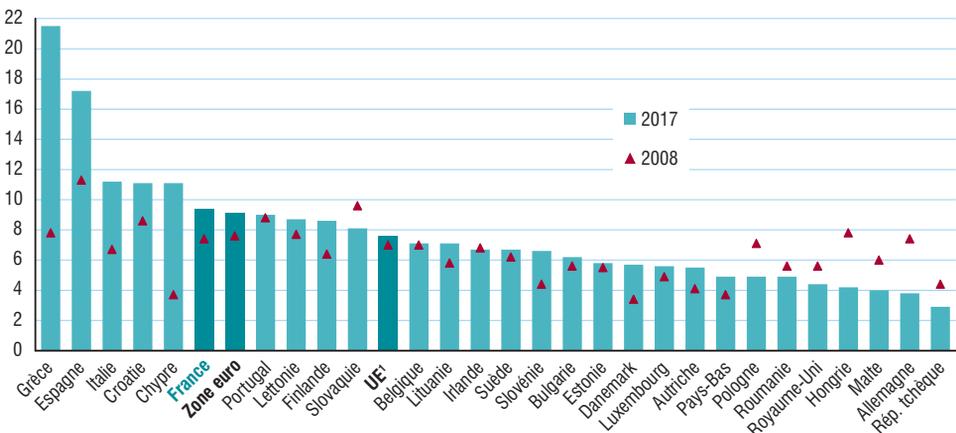
1. Les emplois à durée limitée sont ceux qui ont un terme fixé, défini dans le contrat de travail qui lie le salarié à son employeur. À partir de l'enquête Emploi, ils sont mesurés en regroupant les contrats à durée déterminée (CDD) (dont ceux en contrats aidés), les missions d'intérim et les contrats d'apprentissage.

Champ : personnes de 15 à 74 ans ou plus vivant en ménage ordinaire (15-64 ans pour l'emploi).

Source : Eurostat, enquêtes sur les forces de travail (extraction des données en avril 2018).

2. Taux de chômage en 2008 et 2017

en %



1. UE dans sa composition actuelle (28 pays).

Champ : personnes de 15 à 74 ans vivant en ménage ordinaire.

Source : Eurostat, enquêtes sur les forces de travail (extraction des données en avril 2018).

6.2 Catégories socio-économiques en Europe

Dans l'Union européenne (UE), la répartition des **groupes socio-économiques** selon la nomenclature ESeG permet la comparaison entre pays des différentes organisations du travail.

En 2017, 13,8 millions de personnes en emploi sont **cadres dirigeants** selon cette nomenclature, soit 6,1 % des personnes ayant un emploi dans l'UE. Cette proportion varie fortement selon les pays, de 2,2 % en Roumanie à 12,3 % en Estonie. La part est un peu plus élevée qu'en moyenne en France (7,4 %), un peu plus faible en Allemagne (4,6 %). Un peu moins de 30 % des cadres dirigeants sont chefs d'entreprise, les autres sont salariés.

Les **professions intellectuelles et scientifiques** représentent 19,3 % des emplois de l'UE (44,0 millions), un sur quatre travaillant dans l'enseignement. Cette proportion varie de 12,4 % en Slovaquie à 36,2 % au Luxembourg. Ces professions sont plus fréquentes dans les pays du nord de l'Europe, mais un peu plus rares qu'en moyenne en Allemagne et en France.

Les **professions intermédiaires** salariées constituent 14,4 % des Européens en emploi (32,7 millions). Elles représentent 18,6 % des emplois en France et sont plus fréquentes dans les pays du nord et du nord-ouest de l'Europe. En revanche, ces métiers sont plus rares dans le sud et l'est de l'Europe, ainsi qu'en Irlande.

Les **petits entrepreneurs** regroupent les exploitants agricoles, commerçants et artisans qui sont à leur compte. En 2017, ils sont 24,3 millions, soit 10,7 % des Européens en emploi. Ils sont plus rares en France,

en Allemagne, et dans la plupart des pays nordiques (moins de 8 % en moyenne). Ils représentent plus d'un quart des emplois en Roumanie et en Grèce et près de 15 % en moyenne dans les pays du Sud et de l'Est. Dans la plupart de ces pays, les exploitants agricoles sont surreprésentés.

14,4 % des emplois de l'UE (32,7 millions de personnes) sont des postes d'**employés qualifiés**, de type administratif ou des professions de la santé (aides-soignants), du social et de la sécurité (agents de police, notamment) ; près de deux emplois sur trois de cette catégorie sont occupés par des femmes. La part des employés qualifiés est relativement homogène selon les pays, notamment très proche de la moyenne européenne en France (14,5 %).

Les **ouvriers qualifiés** représentent 16,1 % des personnes ayant un emploi dans l'UE (36,5 millions), très souvent des hommes travaillant dans l'industrie et la construction. La proportion d'ouvriers qualifiés varie de 9,2 % au Royaume-Uni à plus de 20 % en Europe centrale et orientale. Elle est plus faible en France (14,1 %) qu'en Allemagne (17,2 %).

Près d'un emploi sur cinq (19,0 %, soit 43,1 millions) relève des **professions peu qualifiées**, personnels de service, employés de commerce ou agents d'entretien, mais aussi ouvriers peu qualifiés, manœuvres et ouvriers agricoles. Beaucoup sont à temps partiel et en emploi à durée limitée. Il s'agit en majorité de femmes. La part de ces professions dans l'emploi est homogène d'un pays à l'autre, très proche de la moyenne en Allemagne et en France. ■

Définitions

Groupes socio-économiques européens (ESeG), cadres dirigeants, professions intellectuelles et scientifiques, professions intermédiaires, petits entrepreneurs, employés qualifiés, ouvriers qualifiés, professions peu qualifiées : voir *annexe Glossaire*.

Pour en savoir plus

- ESeG = *European Socio economic Groups* – Nomenclature socio-économique européenne, *Document de travail Insee* n° F1604, février-mars 2016.
- « Les Européens au travail en sept catégories socio-économiques », in *La France dans l'Union européenne*, coll. « Insee Références », édition 2014.

Catégories socio-économiques en Europe 6.2

1. Répartition des personnes en emploi par catégorie socio-économique et par pays dans l'Union européenne en 2017

en %

	Cadres dirigeants	Professions intellectuelles et scientifiques	Professions intermédiaires salariées	Petits entrepreneurs	Employés qualifiés salariés	Ouvriers qualifiés salariés	Salariés peu qualifiés	Ensemble des actifs occupés ¹ (en milliers)
Allemagne	4,6	17,8	20,4	5,6	15,1	17,2	19,0	41 664
Autriche	4,8	17,5	17,5	8,9	13,4	16,9	20,9	4 260
Belgique	7,4	24,3	13,2	8,1	15,3	14,9	16,7	4 638
Bulgarie	5,8	16,1	9,0	8,1	12,1	24,1	24,7	3 150
Chypre	4,0	18,5	12,5	9,9	15,4	12,4	27,3	379
Croatie	4,9	17,0	14,0	8,5	13,7	20,2	21,6	1 625
Danemark	2,6	26,0	16,4	5,7	15,6	11,3	21,4	2 816
Espagne	4,2	18,2	9,8	11,8	15,2	15,1	25,7	18 825
Estonie	12,3	20,1	12,7	4,5	9,4	23,6	17,1	659
Finlande	3,1	24,5	17,4	10,0	13,7	15,0	16,1	2 473
France	7,4	18,1	18,6	7,5	14,5	14,1	19,7	26 857
Grèce	2,8	19,4	7,4	27,2	13,8	10,4	18,9	3 753
Hongrie	4,7	14,7	13,8	7,9	11,3	26,8	20,7	4 421
Irlande	8,6	22,7	10,5	9,7	16,0	11,6	20,2	2 194
Italie	3,9	14,8	14,0	16,0	16,5	15,3	19,5	23 023
Lettonie	10,7	18,2	12,8	6,6	9,1	19,8	22,8	895
Lituanie	9,1	23,3	8,8	9,3	7,6	22,9	19,0	1 355
Luxembourg	2,3	36,2	15,3	4,3	11,3	10,1	15,0	272
Malte	9,4	17,1	13,7	10,3	19,1	12,5	17,9	199
Pays-Bas	5,4	26,0	13,9	9,1	13,9	10,3	19,9	8 608
Pologne	6,4	19,3	11,6	16,2	8,6	22,2	15,2	16 423
Portugal	6,3	18,4	10,7	11,5	13,3	18,7	21,0	4 757
République tchèque	4,7	15,8	15,1	12,6	12,8	25,1	13,9	5 222
Roumanie	2,2	15,4	6,1	25,2	8,0	25,9	17,3	8 671
Royaume-Uni	11,6	24,3	11,3	9,5	17,3	9,2	16,6	31 984
Slovaquie	4,5	12,4	13,1	11,8	13,5	25,3	19,3	2 531
Slovénie	7,6	22,0	12,3	9,4	9,8	21,9	16,0	959
Suède	6,2	27,8	16,8	6,4	16,7	13,0	13,0	5 022
UE	6,1	19,3	14,4	10,7	14,4	16,1	19,0	227 632

1. La somme en ligne n'est pas toujours égale à 100 % car certaines personnes ne sont pas classées (de 0 % à 5,5 % selon le pays).

Champ : Union européenne, actifs occupés au sens du BIT de 15 ans ou plus.

Source : Eurostat, Labour Force Survey 2017.

2. Part des femmes dans les catégories socio-économiques des pays de l'Union européenne en 2017

en %

	Cadres dirigeants	Professions intellectuelles et scientifiques	Professions intermédiaires salariées	Petits entrepreneurs	Employés qualifiés salariés	Ouvriers qualifiés salariés	Salariés peu qualifiés	Ensemble des actifs occupés
Allemagne	29,1	44,9	59,3	31,7	63,0	12,0	60,9	46,5
Autriche	31,6	51,2	47,8	38,0	71,8	10,0	64,7	47,1
Belgique	33,0	54,7	47,4	33,6	63,5	9,9	61,4	46,2
Bulgarie	39,1	67,2	46,5	35,2	51,8	25,5	56,6	46,6
Chypre	19,6	55,1	47,7	33,7	68,4	8,7	59,1	48,0
Croatie	28,6	63,8	42,8	39,1	54,9	15,4	62,8	45,8
Danemark	26,1	55,7	46,2	27,0	72,4	9,9	47,2	47,2
Espagne	30,0	56,5	40,4	31,7	61,9	10,1	59,6	45,5
Estonie	38,2	64,5	54,9	34,1	66,3	19,4	68,2	48,7
Finlande	31,7	48,1	57,4	31,3	79,5	9,7	61,0	48,2
France	34,2	50,8	49,7	32,2	74,2	14,5	60,5	48,1
Grèce	27,3	51,9	47,0	35,3	49,1	9,1	54,1	41,9
Hongrie	38,7	51,9	62,5	37,0	59,8	20,9	57,5	45,3
Irlande	35,9	53,9	45,9	18,3	72,5	11,3	53,2	45,9
Italie	26,6	54,3	41,6	28,7	61,9	13,9	52,3	42,0
Lettonie	42,9	69,2	62,6	43,7	64,0	13,8	61,8	50,7
Lituanie	39,2	69,7	59,4	41,1	64,1	21,5	66,6	51,3
Luxembourg	17,5	47,0	54,3	45,7	60,7	3,6	62,3	46,2
Malte	29,4	48,5	39,0	22,1	54,7	16,5	45,8	39,3
Pays-Bas	26,5	47,4	53,2	36,4	65,8	9,6	56,4	46,3
Pologne	40,6	61,1	53,0	35,7	52,2	14,3	69,9	44,8
Portugal	34,2	60,3	46,4	35,1	61,7	23,8	65,2	48,7
République tchèque	25,6	52,3	46,6	33,4	67,5	21,7	67,6	44,2
Roumanie	28,7	57,4	52,3	41,0	50,8	24,2	59,5	43,6
Royaume-Uni	35,6	48,8	52,1	31,0	69,7	9,6	55,1	47,0
Slovaquie	32,3	60,3	50,6	30,4	62,5	23,1	61,0	45,3
Slovénie	40,9	61,7	47,5	35,2	52,2	19,2	66,4	46,2
Suède	38,0	57,4	44,7	26,4	70,1	11,1	53,6	47,6
UE	33,3	52,2	51,4	33,0	65,0	14,4	59,1	45,9

Champ : Union européenne, actifs occupés au sens du BIT de 15 ans ou plus.

Source : Eurostat, Labour Force Survey 2017.

6.3 Salaires et coût du travail en Europe

En 2017, dans l'Union européenne (UE), le **coût horaire de la main-d'œuvre** dans l'industrie, la construction et les services marchands pour les entreprises de 10 salariés ou plus s'élève en moyenne à 26,8 euros. Il varie fortement selon les pays, avec un écart relatif de 1 à 9 entre la Bulgarie (4,9 euros) et le Danemark (42,5 euros). La France occupe la 5^e position des pays ayant les coûts horaires les plus élevés avec 36,0 euros ; l'Allemagne occupe la 7^e place avec 34,1 euros. Dans l'industrie, le coût horaire allemand (40,2 euros) dépasse le coût français (38,8 euros). C'est l'inverse dans les services marchands : 36,4 euros en France contre 31,5 euros en Allemagne.

Depuis 2013, la hausse du coût horaire est modérée en France, notamment en raison de la mise en place du **Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi** (CICE) puis, dans le cadre du **Pacte de responsabilité et de solidarité**, de la baisse du taux de cotisation patronale pour allocations familiales. Au total, entre 2013 et 2017, le coût horaire a augmenté de 4,3 % en France contre 10,4 % en Allemagne et 8,1 % dans l'UE.

Les salaires et traitements bruts représentent la plus grande partie du coût du travail (75,7 % en moyenne dans l'UE). La part des salaires dans le coût du travail varie selon le mode de financement de la protection sociale : plus élevée dans les pays où ce financement passe par l'impôt sur le revenu comme au Danemark (86,1 %) et plus basse lorsqu'il est assuré par le prélèvement de cotisations sociales comme en France (67,2 %) ou en Suède (70,5 %).

En 2017, dans l'UE, les **salaires et traitements bruts** dans l'industrie, la construction et les services marchands, pour les entreprises de 10 salariés ou plus, s'élèvent en moyenne à 20,3 euros de **l'heure travaillée**, allant de 4,1 euros en Bulgarie à 36,6 euros au Danemark. La France se situe au-dessus de la moyenne européenne, avec un salaire horaire moyen de 24,2 euros. Les différences de salaire, comme de coût de la main-d'œuvre, sont très marquées entre les pays de l'ex-UE à 15 et les nouveaux entrants.

En 2016 en France, le salaire horaire moyen des femmes salariées dans ces mêmes entreprises est inférieur de 12,5 % à celui de leurs homologues masculins. Environ la moitié de ces écarts proviennent d'une surreprésentation des femmes dans certains secteurs d'activité et catégories socioprofessionnelles, ou encore de conditions d'emploi (temps plein ou partiel) moins rémunératrices. Dans l'UE, les **écarts de salaire horaire moyen entre les femmes et les hommes** sont inférieurs à 20 % dans les pays nordiques avec notamment 10,2 % en Suède, le niveau le plus bas de l'ex-UE à 15, alors qu'ils dépassent 20 % en Allemagne, en Autriche, au Royaume-Uni, aux Pays-Bas et dans certains pays de l'Europe du Sud (Espagne, Portugal). Les écarts de salaire horaire moyen entre les femmes et les hommes ne reflètent pas toutes les inégalités sexuées sur le marché du travail, lesquelles s'expriment aussi en matière d'activité, de chômage et de temps de travail. Ainsi, certains écarts de salaire horaire relativement faibles doivent être mis en regard des taux d'emploi des femmes faibles également (Roumanie, Italie). ■

Définitions

Coût du travail ou coût de la main-d'œuvre : le coût du travail comprend l'ensemble des dépenses encourues par les employeurs pour l'emploi des salariés. Voir *annexe Glossaire*.

Écart de salaire horaire entre femmes et hommes (*gender pay gap*) : différence entre le salaire horaire brut moyen des hommes salariés et celui des femmes salariées rapportée à celui des hommes salariés.

Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), **Pacte de responsabilité et de solidarité**, **salaire brut**, **heure travaillée** : voir *annexe Glossaire*.

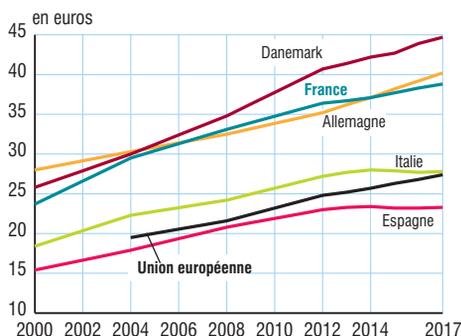
Pour en savoir plus

- « Des salaires plus dynamiques et plus dispersés en Allemagne qu'en France », *Insee Focus* n° 81, mars 2017.
- « Une comparaison du coût de la main-d'œuvre en Europe : quelle évolution depuis la crise ? », in *Les entreprises en France*, coll. « Insee Références », édition 2015.
- Voir les publications Eurostat sur le site ec.europa.eu.

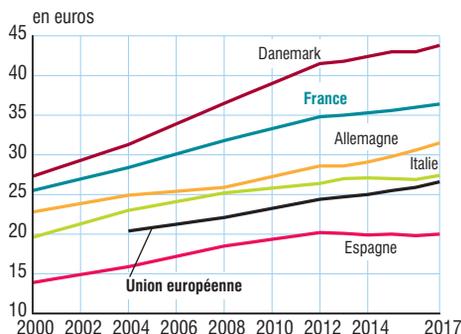
Salaires et coût du travail en Europe 6.3

1. Évolution du coût de la main-d'œuvre selon le secteur d'activité en France, Allemagne, Italie, Espagne, au Danemark et dans l'UE entre 2000 et 2017

a. Dans l'industrie



b. Dans les services marchands



Champ : industrie (sans construction) et services marchands, entreprises de 10 salariés ou plus.

Note : Union européenne dans sa composition actuelle (28 pays).

Source : Eurostat, annual labour cost data.

2. Coût horaire de la main-d'œuvre, salaire et écart femmes-hommes dans l'UE

	Coût horaire de la main-d'œuvre en 2017 (en euros)	Salaire et traitement brut horaire moyen en 2017 (en euros)	Part des salaires et traitements bruts dans le coût du travail (en %)	Cotisations sociales et autres à charge de l'employeur en 2017 (en euros)	Moyenne d'heures travaillées par salarié en 2012 (en heures)	Écart de salaire horaire moyen entre les femmes et les hommes en 2016 (en %)	Temps partiel entre 15 et 64 ans en 2017 (en %)		Taux d'emploi des femmes entre 15 et 64 ans en 2017 (en %)
							Femmes	Hommes	
Bulgarie	4,9	4,1	83,7	0,8	1 744	14,1	2,4	2,0	63,1
Roumanie	6,3	5,1	81,0	1,3	1 855	7,0	6,9	6,7	55,8
Lituanie	8,0	5,7	71,3	2,3	1 782	17,8	9,4	5,7	70,2
Lettonie	8,1	6,4	79,0	1,6	1 806	15,4	10,6	4,8	68,4
Hongrie	9,1	7,2	79,1	1,9	1 789	14,0	6,3	2,7	61,3
Pologne	9,4	7,6	80,9	1,7	1 756	15,4	10,0	3,7	59,5
Croatie	10,6	9,0	84,9	1,6	1 768	...	6,0	3,8	54,0
Slovaquie	11,1	8,1	73,0	3,0	1 723	19,8	8,0	4,0	60,3
Rép. tchèque	11,3	8,2	72,6	3,0	1 751	16,2	10,9	2,4	66,2
Estonie	11,7	8,7	74,4	3,1	1 802	25,6	13,3	6,0	70,9
Malte	13,8	12,9	93,5	0,9	2 040	14,3	25,0	5,4	55,0
Portugal	14,1	11,3	80,1	2,8	1 715	21,1	11,7	6,1	64,8
Grèce	14,5	10,8	74,5	3,7	1 855	...	14,1	6,6	44,4
Chypre	16,0	13,3	83,1	2,7	1 809	21,4	15,6	9,1	61,3
Slovénie	17,0	14,2	83,5	2,9	1 711	8,9	14,5	6,7	65,8
Espagne	21,2	15,9	75,0	5,3	1 759	20,3	24,1	7,2	55,7
Royaume-Uni	25,7	21,3	82,9	4,4	1 939	21,8	40,2	11,1	69,7
Italie	28,2	20,4	72,3	7,7	1 652	16,0	32,5	8,3	48,9
Irlande	31,0	26,7	86,1	4,2	1 688	...	31,2	11,1	62,4
Finlande	32,7	25,6	78,3	7,1	1 645	17,1	20,5	9,9	68,5
Autriche	34,1	25,0	73,3	9,1	1 753	21,7	47,2	10,6	68,2
Allemagne	34,1	26,4	77,4	7,7	1 640	25,0	46,4	9,7	71,5
Pays-Bas	34,8	26,4	75,9	8,3	1 794	21,6	75,8	27,0	71,3
France	36,0	24,2	67,2	11,8	1 583	12,5	29,6	7,7	61,2
Suède	36,6	25,8	70,5	11,4	1 692	10,2	34,4	13,1	75,4
Luxembourg	37,6	33,0	87,8	4,5	1 785	13,9	35,1	6,0	62,5
Belgique	39,6	28,9	73,0	10,7	1 508	10,7	41,2	10,2	58,7
Danemark	42,5	36,6	86,1	5,9	1 613	16,2	35,3	16,2	71,5
UE¹	26,8	20,3	75,7	6,4	1 727	...	31,7	8,8	62,5
Zone euro²	30,3	22,5	74,3	7,9	1 666	...	35,7	9,4	61,3

1. Union européenne dans sa composition actuelle (28 pays). 2. La zone euro comprend 19 pays (la Lituanie a rejoint la zone euro le 1^{er} janvier 2015). Les données antérieures à 2015 sont fournies selon le contour à 18 pays.

Champ : colonnes 1 à 6 : ensemble des secteurs marchands (secteurs B à N de la NAF rév. 2), entreprises de 10 salariés ou plus ; colonnes 7 à 9 : ensemble des personnes.

Note : les colonnes 1 à 6 reposent sur les enquêtes européennes quadriennales sur le coût de la main-d'œuvre et sur la structure des salaires. Entre deux années d'enquête, les niveaux de coût et les écarts de salaire horaire femmes-hommes sont estimés en appliquant des évolutions issues d'autres sources (les DADS et l'indice du coût du travail pour la France). En France et dans la plupart des pays, les heures travaillées issues de ces enquêtes sont calculées à partir des déclarations des employeurs. Au Royaume-Uni, elles le sont à partir de celles des salariés.

Source : Eurostat, annual labour cost data, gender pay gap data, enquêtes Labour Cost Survey et Labour Force Survey (pour les trois dernières colonnes).